



Marianne CHETAIL
Kévin DORME
Notaires associés

QUESTIONNAIRE ÉTAT CIVIL

Titre de civilité :

Nom usuel :

Nom de jeune fille :

Prénom(s) :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Adresse postale :

Profession :

Nationalité :

Nom et prénom du père :

Date et lieu de naissance :

Nom et prénom de la mère :

Date et lieu de naissance :

Numéro de téléphone :

Adresse mail :

• Divorcé(e) de :

Tribunal qui a prononcé le divorce :

Date du jugement :

Ou

Date de dépôt de convention de divorce :

Nom et ville du notaire :

• Veuf / Veuve de :

Date et lieu de décès du conjoint :

Pour les étrangers, préciser :

- Numéro de carte de séjour de résident :
- Date de délivrance :
- Date d'entrée en France :
- Décret de naturalisation : date et numéro :

CONJOINT - CONCUBIN - PARTENAIRE

Titre de civilité :

Nom usuel :

Nom de jeune fille :

Prénom(s) :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Adresse postale :

Profession :

Nationalité :

Nom et prénom du père :

Date et lieu de naissance :

Nom et prénom de la mère :

Date et lieu de naissance :

Numéro de téléphone :

Adresse mail :

- Divorcé(e) de :

Tribunal qui a prononcé le divorce :

Date du jugement :

Ou

Date de dépôt de convention de divorce :

Nom et ville du notaire :

- Veuf / Veuve de :

Date et lieu de décès du conjoint :

RÉGIME MATRIMONIAL

Lieu et date du mariage :

Contrat de mariage :

si oui, préciser :

- *Régime adopté* :
- *Date du contrat de mariage* :
- *Nom et adresse du notaire* :

Est-il intervenu un changement de ce régime :

si oui, indiquer le nouveau régime :

PACS

Date du contrat :

si contrat authentique, indiquer :

- *Nom et adresse du notaire* :
- *Date du contrat* :

si contrat sous signatures privées, indiquer :

- *Tribunal de* :

Ou

- *Mairie de* :
- *Date de la convention* :
- *Date d'enregistrement* :

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES dont vous dépendez :

Mention sur la protection des données personnelles

Les informations recueillies sont traitées par l'Office notarial pour la gestion de votre dossier, conformément au Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et à la loi Informatique et Libertés.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition que vous pouvez exercer auprès de l'Office.

Vous pouvez également saisir la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).